



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Bulletin Mensuel de Conjoncture de la BCEAO

MAI 2009

NUMERO 45



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Siège - Avenue Abdoulaye FADIGA
BP : 3108 - DAKAR (Sénégal)
Tél. : +221 33 839 05 00
Télécopie : +221 33 823 93 35
Télex : BCEAO 21833 SG /
21815 SG / 21530 SG / 21597 SG
Site internet : <http://www.bceao.int>

Directeur de Publication

Kossi TENOU

*Directeur de la Recherche
et de la Statistique*

Email : courrier.drs@bceao.int

Impression :

Imprimerie de la BCEAO
BP : 3108 - DAKAR

ISSN 08505756



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

BULLETIN MENSUEL DE CONJONCTURE DE LA BCEAO

Mai 2009

Numéro 45

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	5
I - VUE D'ENSEMBLE	6
II - APERÇU DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	7
III - CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS L'UNION AU COURS DU MOIS DE MARS 2009	8
3.1 - Evolution de l'activité économique	8
3.1.1 - Production agricole	8
3.1.2 - Activité industrielle	9
3.1.3 - Bâtiments et travaux publics	10
3.1.4 - Activité commerciale	11
3.1.5 - Services marchands	12
3.1.6 - Coûts de production et situation de trésorerie des entreprises	13
3.2 - Evolution des prix	13
3.3 - Evolution des conditions de banque	14
3.4 - Evolution de la situation monétaire	16
3.5 - Evolution des marchés de capitaux	18
3.5.1 - Marché monétaire	18
3.5.2 - Marché financier	21

AVANT-PROPOS

Le Bulletin mensuel de conjoncture de la BCEAO a pour ambition de présenter au public l'analyse de la Banque Centrale relative aux grandes tendances économiques et monétaires dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), à savoir le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

Le Bulletin est centré sur l'analyse des principaux indicateurs de conjoncture interne, notamment l'évolution de l'activité industrielle et commerciale, ainsi que les conditions de production des entreprises et le niveau général des prix à la consommation. Ces informations sont collectées sur la base d'enquêtes réalisées tous les mois par la BCEAO. Les tendances économiques lourdes, découlant des anticipations des opérateurs économiques, sont également évoquées.

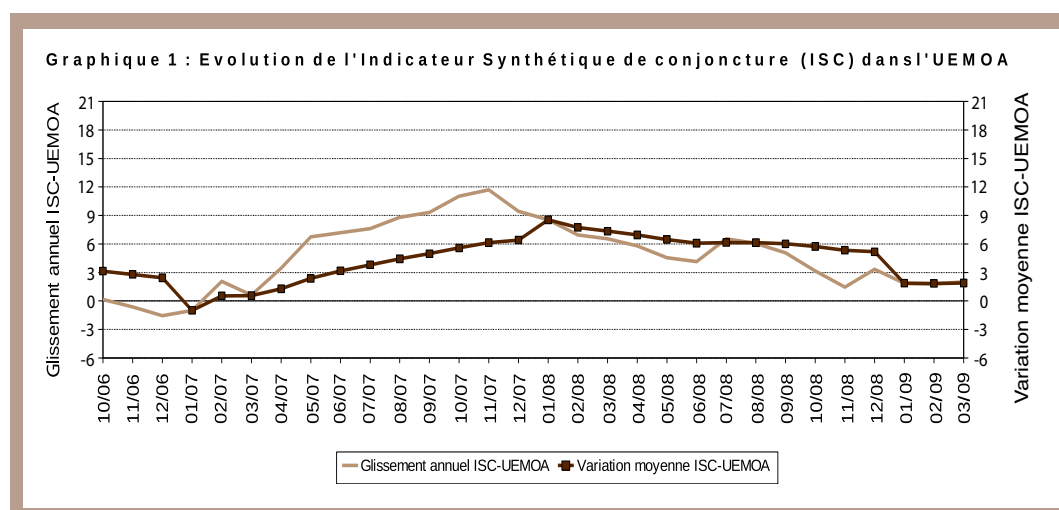
Le Bulletin mensuel de conjoncture de la BCEAO contribue au renforcement de la diffusion de l'information économique dans les pays de l'UEMOA. La Banque Centrale accueillera favorablement toutes les observations et suggestions susceptibles d'en améliorer la qualité.

Le Directeur de Publication

I - VUE D'ENSEMBLE

L'environnement économique international a été marqué, en mars 2009, par une contraction de l'activité économique d'une ampleur équivalente à celle du 1^{er} trimestre 2008, malgré les plans de relance mis en œuvre dans les différents pays industrialisés. Au plan de la politique monétaire, les principales banques centrales des pays industrialisés ont maintenu leurs principaux taux directeurs inchangés. Ceci a permis une certaine normalisation du marché interbancaire, à la faveur de l'approvisionnement des banques en liquidité, par le rachat des titres émis par les entreprises. Sur le marché des changes, l'euro s'est apprécié par rapport aux principales devises.

La conjoncture économique dans les Etats membres de l'UEMOA a très peu varié en mars 2009 par rapport à mars 2008, sur la base de l'analyse de l'Indicateur Synthétique de Conjoncture (ISC)¹. Toutefois, par secteur, il est relevé une progression de l'activité dans l'industrie et les services marchands contre une baisse dans les Bâtiments et Travaux Publics (BTP) et le commerce. Par pays, il est enregistré une amélioration de la conjoncture au Niger et au Sénégal. L'activité a, par contre, baissé au Mali, et s'est stabilisée au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Togo.



Le rythme de l'activité n'a pas varié dans l'Union, en moyenne, sur les trois premiers mois de l'année 2009, comparativement à l'année précédente. Par pays, une évolution favorable de la conjoncture est relevée en Guinée-Bissau, au Niger et au Sénégal. Par contre, une diminution est observée au Mali, tandis qu'une stabilité a prévalu au Bénin, au Burkina, en Côte d'Ivoire et au Togo.

La tendance baissière de l'inflation, en rythme annuel, relevée depuis le mois de septembre 2008 s'est poursuivie en mars 2009.

Un durcissement des conditions débitrices de banque a été relevé à fin mars 2009 par rapport à la même période de l'année précédente. En effet, les taux servis par les banques à la clientèle se sont globalement établis à 8,78% en mars 2009 contre 8,15% un an auparavant.

Les mises en place de crédits ont fortement augmenté sur un an. En effet, elles ont enregistré une hausse de 40,2% par rapport à mars 2008.

¹ : Cf. Document d'Etude et de Recherche N°DER/02/03, «Construction d'un indicateur synthétique d'opinion sur la conjoncture».

II – APERÇU DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'environnement économique international a été marqué, en mars 2009, par une contraction de l'activité économique d'une ampleur équivalente à celle du 1^{er} trimestre 2008, malgré les plans de relance mis en œuvre dans les différents pays industrialisés. Cette situation a été notamment caractérisée par une réduction de la production des entreprises et un allègement de leurs stocks, ainsi que par un accroissement du chômage. Au plan de la politique monétaire, les principales banques centrales des pays industrialisés ont maintenu leurs principaux taux directeurs inchangés. En effet, la Banque Centrale Européenne (BCE) a décidé, à l'issue de la réunion mensuelle de son Conseil des Gouverneurs, de maintenir inchangé son principal taux directeur à 2%. La Réserve Fédérale Américaine (FED) et la Banque d'Angleterre ont laissé, respectivement leur taux objectif des fed funds à 0,25% et le taux d'intervention à 1,5%.

Sur les marchés des changes, l'euro s'est établi en moyenne à 1,3049 dollar en mars 2009 contre 1,2784 dollar en février 2009, s'appréciant de 2,1%. Il s'est également inscrit en hausse de 3,7% face à la livre sterling, s'échangeant en moyenne à 0,9196 livre en mars 2009 contre 0,8869 livre en février 2009. En outre, la monnaie commune européenne s'est appréciée de 7,9% par rapport à la devise japonaise, ressortant en moyenne à 127,6532 unités en mars 2009 au lieu de 118,3005 unités en février 2009.

Les cours moyens mensuels des matières premières exportées par les pays de l'Union se sont orientés à la baisse, d'un mois à l'autre, de 6,1% pour le coton, 5,3% pour le cacao, 5,1% pour le café et 3,6% pour le caoutchouc durant le mois de mars 2009. Par contre, ceux du pétrole, de l'huile de palmiste et de palme sont ressortis en hausse de 14,9%, 6,7% et 5,9% respectivement, par rapport à février 2009.

Les cours moyens de la tonne métrique de la noix de cajou et de l'huile d'arachide sont restés inchangés, ressortant respectivement à 450 dollars et à 1.375 dollars en mars 2009.

*Maintien des taux directeurs
des principales banques
centrales*

*Appréciation de l'euro
vis-à-vis des principales
devises*

*Evolution contrastée des
cours des matières
premières exportées par
les pays de l'UEMOA*

III – CONJONCTURE ECONOMIQUE DANS L'UNION AU COURS DU MOIS DE MARS 2009

3.1- Evolution de l'activité économique

3.1.1 – Production agricole

Hausse de la production vivrière

Les résultats de la campagne agricole 2008/2009 sont ressortis en hausse, en variation annuelle, dans tous les pays de l'UEMOA, en raison de la bonne pluviométrie enregistrée.

La production de cultures vivrières (céréales et tubercules) s'est inscrite en nette augmentation, en particulier pour les céréales.

Tableau 1 : Evolution de la production vivrière (par campagne)*

	2007/2008	2008/2009	Variation
	En milliers de tonnes		(en %)
Bénin	5 750,6	6 816,2	18,5
Burkina	3 088,8	4 213,3	36,4
Côte d'Ivoire	10 932,9	11 249,9	2,9
Guinée-Bissau	243,1	278,4	14,5
Mali	3 877,9	4 814,9	24,2
Niger	4 855,8	5 866,9	20,8
Sénégal	1 275,8	3 129,6	145,3
Togo	3 623,6	3 628,2	0,1
UEMOA	33 648,5	39 997,4	18,9

* : estimations.

Sources : organismes nationaux de commercialisation.

Hausse de la production des cultures d'exportation, à l'exception de celle du cacao

De même, les récoltes des principales cultures d'exportation ont été satisfaisantes. Elles ont, pour la plupart, augmenté, à l'exception de celles du cacao, qui ont enregistré une baisse de 17,6%.

Tableau 2 : Evolution de la production des cultures d'exportation (par campagne)*

	2007/2008	2008/2009	Variation
	En milliers de tonnes		(en %)
Arachide	1 275,9	2 002,8	57,0
Cacao	1 388,6	1 143,6	-17,6
Café	76,9	110,2	43,3
Coton-graine	1 154,0	1 156,1	0,2
Noix de cajou	171,9	177,2	3,1

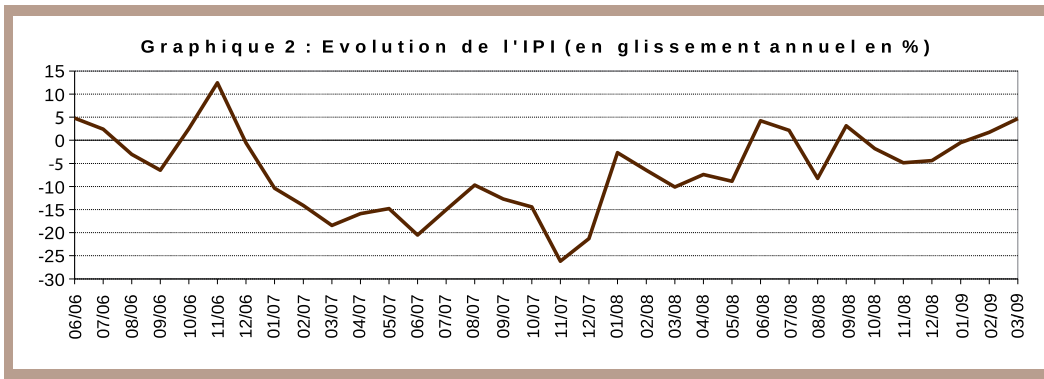
* : estimations.

Sources : organismes nationaux de commercialisation.

3.1.2 - Activité industrielle

La hausse de la production industrielle, dans l'UEMOA, constatée en février 2009, s'est poursuivie à un rythme accéléré en mars 2009. En effet, la production industrielle a progressé de 4,7%, en glissement annuel, après la hausse de 1,7% enregistrée en février 2009 (cf. graphique 2). Cette évolution est imputable principalement à l'accroissement de l'activité dans les industries manufacturières (+7,0%) et énergétiques (+2,0%).

Progression en glissement annuel de la production industrielle.



Le dynamisme de la branche « Industries manufacturières » est imputable aux unités de transformation alimentaire, textile et chimique.

En effet, les fabriques de produits alimentaires ont été performantes dans tous les pays de l'Union, à l'exception du Bénin, du Mali et du Togo. En Côte d'Ivoire, la bonne tenue de l'activité de l'industrie alimentaire est consécutive aux importantes demandes de farine de blé, de produits laitiers et d'huile raffinée émanant des pays de la sous-région. En Guinée-Bissau, elle est en rapport avec l'augmentation de la production de boissons alcoolisées, soutenue par l'amélioration de l'offre de noix de cajou. Au Niger, elle est imputable à l'accroissement substantiel de la demande.

La hausse de la production en mars 2009 est, en outre, imprimée par les industries textiles au Burkina, en Côte d'Ivoire et au Niger. Au Burkina, la production de coton fibre a augmenté de 63,9% d'une année à l'autre. L'accélération de cette activité est induite essentiellement par la quantité importante de coton à égrener, issue de la campagne agricole 2008/2009. Au Niger, le rebond des textiles s'explique par un accroissement de la demande locale de pagnes.

La performance dans les manufactures reflète également l'augmentation de la production dans les industries chimiques au Burkina, au Mali et au Sénégal. Au Burkina, elle découle de la reprise de la production d'herbicides et d'insecticides pour le coton. Au Sénégal, la hausse de cette activité est due à l'accroissement sensible de la production d'engrais et d'acide phosphorique des Industries Chimiques du Sénégal (ICS).

La production de la branche « Electricité, gaz et eau » est ressortie en hausse dans presque tous les pays de l'Union. Cette évolution explique le retour à la normale de la production, notamment au Bénin et au Togo après les perturbations enregistrées en 2007 et 2008. En Côte d'Ivoire, le relèvement de l'indice est également dû à l'accroissement de la capacité de production des forages d'eau potable de certaines zones d'Abidjan et de l'intérieur du pays.

Par pays, en glissement annuel, la production industrielle s'est accrue au Burkina (+39,4%), en Guinée-Bissau (+9,1%), au Sénégal (+6,9%), en Côte d'Ivoire (+3,8%) et au Togo (+0,2%). Par contre, elle a diminué au Bénin (-25,0%), au Niger (-5,8%) et au Mali (-5,5%).

Tableau 3 : Variation de l'indice de la production industrielle à fin mars 2009

Pays	Variation mensuelle (en %)		Glissement annuel (en %)			Variation moyenne (en %)	
	février 2009	mars 2009	mars 2008	février 2009	mars 2009	2008 (*)	2009 (*)
Bénin	8,4	-10,6	-5,2	-13,9	-25,0	3,8	-18,0
Burkina	-14,1	-6,0	-26,3	24,3	39,4	-18,3	28,8
Côte d'Ivoire	-7,7	4,5	-5,2	2,4	3,8	-3,5	4,6
Guinée-Bissau	25,2	-11,1	-28,2	12,3	9,1	-13,0	4,8
Mali	-6,9	5,8	-7,6	-22,6	-5,5	-5,0	-26,5
Niger	-10,4	1,1	-16,0	-3,1	-5,8	0,6	3,7
Sénégal	-11,5	7,8	-11,5	9,1	6,9	-6,6	6,1
Togo	11,1	2,1	-13,2	8,8	0,2	-17,7	-1,3
UEMOA	-8,0	2,3	-10,1	1,7	4,7	-6,4	1,9

Source : BCEAO.

(*) Moyenne des trois premiers mois de l'année.

L'activité industrielle s'est inscrite en hausse, en moyenne, sur les trois premiers mois de l'année 2009. En effet, l'indice affiche une progression de 1,9% de janvier à mars 2009, comparativement à la même période de l'année précédente. Cette évolution est liée à l'accélération du rythme de production des industries manufacturières au Burkina, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau, au Niger et au Sénégal. En outre, la bonne orientation de la production résulte du dynamisme des unités énergétiques dans tous les pays de l'Union, à l'exception de la Côte d'Ivoire et du Sénégal.

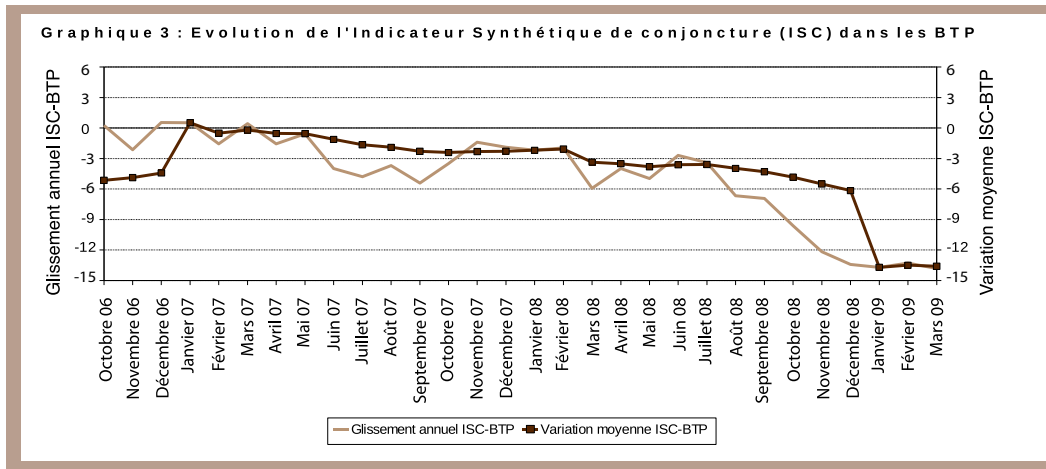
Par pays, sur les trois premiers mois de l'année 2009, la production industrielle a progressé de 28,8% au Burkina, 6,1% au Sénégal, 4,8% en Guinée-Bissau, 4,6% en Côte d'Ivoire et 3,7% au Niger. En revanche, elle a baissé de 26,5% au Mali, 18,0% au Bénin et 1,3% au Togo.

3.1.3 - Bâtiments et travaux publics

Les chefs d'entreprise ont signalé une baisse de l'activité dans le secteur des BTP en mars 2009 par rapport à mars 2008, en liaison principalement avec le ralentissement des reprises de chantiers (cf. graphique 3). Par ailleurs, il est enregistré une stagnation des mises en chantier, tandis qu'une stabilité des interruptions de chantiers a été observée. En revanche, les nouveaux contrats ont augmenté.

Par pays, il est constaté, en glissement annuel, une diminution de l'activité des BTP en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Togo. Par contre, une progression est relevée au Bénin, en Guinée-Bissau, au Niger et une stagnation au Burkina et au Mali.

Baisse, en glissement annuel, dans le secteur des BTP

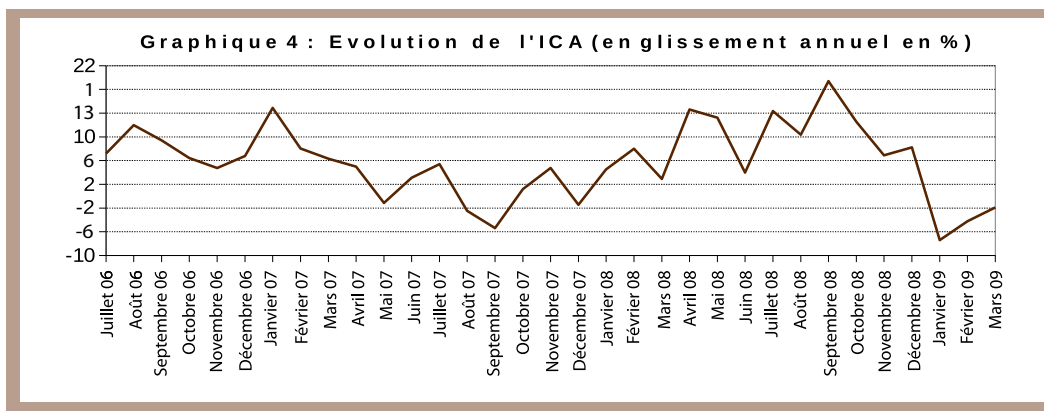


L'activité des BTP a baissé dans l'Union, de janvier à mars 2009, comparativement à la même période de 2008, en relation avec le repli des mises en chantier et des reprises de chantiers. Par contre, les interruptions de chantiers ont diminué. L'activité de construction a été marquée sur les trois premiers mois de l'année 2009 par une baisse en Côte d'Ivoire, au Mali, au Sénégal et au Togo. En revanche, une hausse est signalée au Bénin, au Burkina, en Guinée-Bissau et au Niger.

3.1.4 - Activité commerciale

La tendance baissière, en glissement annuel, du commerce de détail du secteur moderne, amorcée en janvier 2009, s'est poursuivie à un rythme moins soutenu en mars 2009. En effet, l'indice du chiffre d'affaires a baissé de 1,9% contre un repli de 4,2% en février 2009 (cf. graphique 4). Cette évolution de l'activité commerciale est impulsée essentiellement par la contraction des ventes de produits pétroliers (-10,7%) et de denrées alimentaires (-3,5%).

Repli, en glissement annuel, de l'activité commerciale



Par pays, il est enregistré une diminution du chiffre d'affaires au Sénégal (-13,0%), au Burkina (-12,1%), au Togo (-8,3%), au Mali (-8,2%) et en Guinée-Bissau (-3,1%). Par contre, une progression est constatée au Bénin (+25,0%), au Niger (+6,4%) et en Côte d'Ivoire (+4,0%).

La diminution du chiffre d'affaires est imputable notamment à la baisse des ventes de biens alimentaires au Burkina, en Guinée-Bissau, au Mali, au Sénégal et au Togo. Elle est, en outre, liée à la contraction des commerces de produits pétroliers au Mali, au Sénégal et au Togo, et de produits pharmaceutiques et cosmétiques au Burkina, en Guinée-Bissau et au Mali.

Tableau 4 : Variation de l'indice du chiffre d'affaires à fin mars 2009

Pays	Variation mensuelle (en %)		Glissement annuel (en %)			Variation moyenne (en %)	
	février 2009	mars 2009	mars 2008	février 2009	mars 2009	2008 (*)	2009 (*)
Bénin	-1,9	13,6	-12,4	3,7	25,0	-3,3	-2,6
Burkina	-1,3	-1,5	-5,1	-17,4	-12,1	1,4	-13,6
Côte d'Ivoire	-6,3	6,5	4,6	1,2	4,0	6,5	2,3
Guinée-Bissau	-3,1	-1,0	37,3	-0,4	-3,1	15,7	5,6
Mali	3,8	14,9	21,4	-1,2	-8,2	9,4	-6,9
Niger	5,2	-2,7	-4,3	2,9	6,4	9,0	2,2
Sénégal	3,2	7,8	-6,9	-20,7	-13,0	-1,7	-18,5
Togo	3,1	-3,4	4,2	-4,3	-8,3	8,0	-7,6
UEMOA	-1,5	6,1	2,9	-4,2	-1,9	5,1	-4,5

Source : BCEAO.

(*) Moyenne des trois premiers mois de l'année.

L'activité commerciale a reflué de janvier à mars 2009, comparativement à l'année précédente.

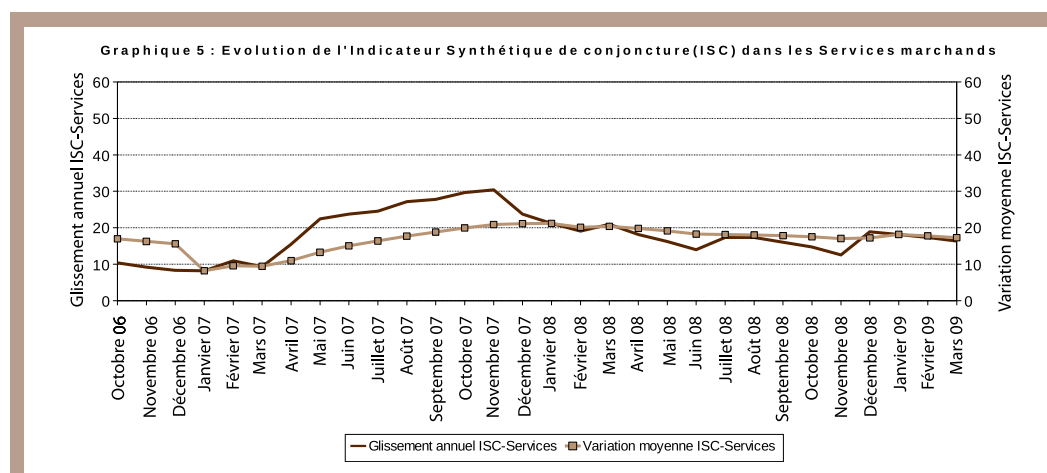
L'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail a enregistré une baisse de 4,5%, en moyenne, sur les trois premiers mois de l'année de 2009, contre une progression de 5,1% en 2008. Par pays, il est enregistré un repli des ventes de 18,5% au Sénégal, 13,6% au Burkina, 7,6% au Togo, 6,9% au Mali et 2,6% au Bénin. En revanche, elles se sont accrues de 5,6% en Guinée-Bissau, 2,3% en Côte d'Ivoire et 2,2% au Niger.

3.1.5 - Services marchands

L'activité s'est inscrite en hausse, en glissement annuel, dans le secteur des services marchands en mars 2009, selon l'avis des chefs d'entreprise. Cette progression reflète le dynamisme des branches « transports, entreposage et communication » et « intermédiation financière ». Les tarifs des prestations sont restés stables.

Par pays, il est observé, par rapport au même mois de l'année 2008, une amélioration de la conjoncture dans les services marchands en Côte d'Ivoire, au Niger, au Sénégal et au Togo. Elle a, par contre, reflué au Burkina et en Guinée-Bissau, et s'est stabilisée au Bénin et au Mali.

Progression, en glissement annuel, de l'activité dans le secteur des services marchands



La conjoncture s'est améliorée dans les services marchands, sur les trois premiers mois de l'année 2009, comparativement à l'année précédente.

3.1.6 - Coûts de production et situation de trésorerie des entreprises

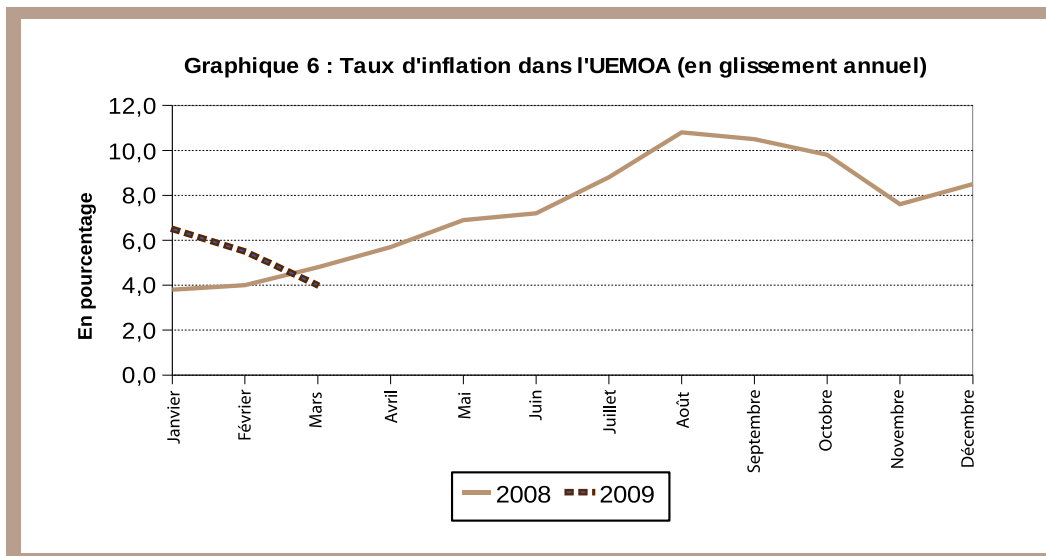
Les coûts unitaires de production sont ressortis, en glissement annuel, en hausse dans l'industrie et dans les BTP, en liaison principalement avec le renchérissement des approvisionnements. La situation de trésorerie des entreprises s'est dégradée.

Les coûts unitaires de production ont augmenté dans l'industrie et dans les BTP, de janvier à mars 2009, comparativement à la même période de 2008, du fait de l'accroissement des prix des approvisionnements.

3.2 - Evolution des prix

La diminution du taux d'inflation, en glissement annuel, relevée pendant le mois de septembre 2008, s'est poursuivie en mars 2009. En effet, le taux d'inflation est passé de 5,5% à fin février 2009 à 4,0% à fin mars 2009. Cette décélération de l'inflation est imprimée principalement par la relative stabilité des prix des céréales et la baisse des prix des carburants dans certains pays de l'Union.

Décélération de l'inflation en glissement annuel



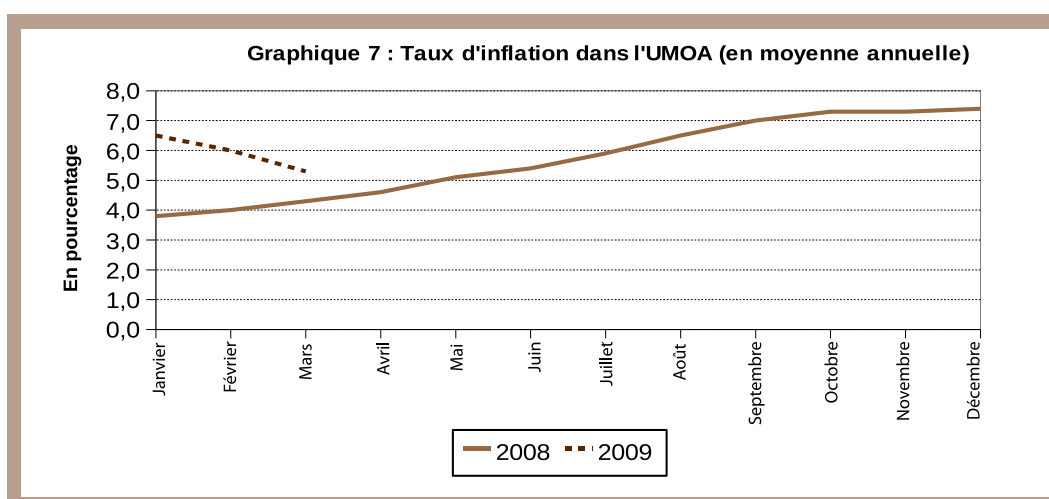
L'inflation en moyenne apparaît élevée en mars 2009, comparativement à la même période de l'année précédente. Elle s'est établie à 5,3% à fin mars 2009 contre 4,3% en mars 2008. La progression des prix au cours des trois premiers mois de l'année 2009 provient du renchérissement précoce des céréales locales dans la plupart des pays, nonobstant les bonnes récoltes enregistrées au terme de la campagne agricole 2008/2009, en liaison avec la rétention des stocks par les paysans, la reconstitution des stocks de sécurité alimentaire et les comportements spéculatifs des commerçants.

Tableau 5 : Evolution des prix dans les pays de l'UEMOA à fin mars 2009

Pays	Variation mensuelle (en %)		Glissement annuel (en %)			Variation moyenne (en %)	
	février 2009	mars 2009	mars 2008	février 2009	mars 2009	2008 (*)	2009 (*)
Bénin	-0,9	-0,7	5,7	6,6	3,2	3,2	5,8
Burkina	0,5	-1,2	7,5	8,5	6,8	7,2	7,8
Côte d'Ivoire	0,0	-0,7	3,5	5,8	3,6	2,8	5,5
Guinée-Bissau	-1,4	-1,9	5,5	5,8	5,1	6,9	6,7
Mali	-0,1	1,0	6,1	5,4	5,3	5,3	5,6
Niger	0,0	-0,8	8,7	10,3	8,7	7,4	10,3
Sénégal	0,1	-0,1	4,3	1,8	1,5	5,3	1,8
Togo	-1,4	-0,2	4,8	6,7	6,4	4,4	7,0
UEMOA	-0,2	-0,5	4,8	5,5	4,0	4,3	5,3

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

(*) Moyenne des trois premiers mois de l'année.



3.3 - Evolution des conditions de banque²

Un durcissement des conditions débiteuses de banque a été relevé à fin mars 2009 par rapport à la même période de l'année précédente. Pour l'ensemble de l'Union, les taux d'intérêt débiteurs des banques³ se sont globalement établis à 8,78%⁴ en mars 2009 contre 8,15% en mars 2008, soit une progression de 0,62 point de pourcentage (cf. tableau 6). Cette évolution reflète l'augmentation des taux observée par rapport à mars 2008 principalement au Burkina (+1,27 point), en Côte d'Ivoire (+0,79 point) et au Sénégal (+0,39 point).

2 : Données définitives pour tous les pays sauf le Mali.

3 : Dans le calcul des moyennes, les taux d'intérêt ont été pondérés par les montants de crédits associés.

4 : En incluant les prêts au personnel des banques, le taux d'intérêt moyen se situe à 8,74%.

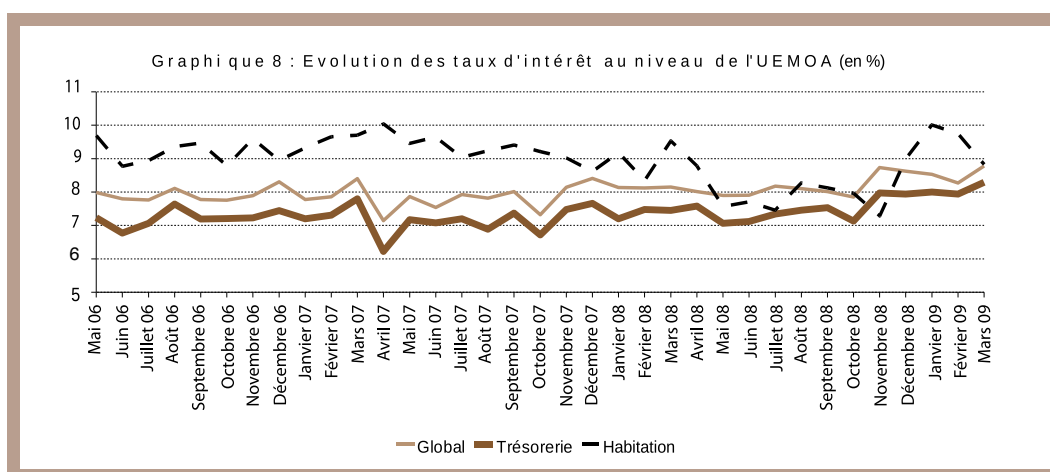
Tableau 6 : Taux d'intérêt débiteurs des banques (hors prêts au personnel)

Pays	Niveaux du taux débiteur mensuel (en %)			Variation (en point de %)	
	mars 2008	février 2009	mars 2009	mars 2009 / février 2009	mars 2009 / mars 2008
Bénin	11,03	11,08	11,08	0,00	0,05
Burkina	8,43	10,24	9,70	-0,54	1,27
Côte d'Ivoire	7,14	7,70	7,93	0,23	0,79
Guinée-Bissau	10,18	11,83	11,35	-0,48	1,17
Mali	9,48	9,45	9,45	0,00	-0,03
Niger	12,48	13,18	11,65	-1,53	-0,83
Sénégal	7,62	7,27	8,00	0,73	0,38
Togo	10,13	9,82	10,21	0,39	0,08
UEMOA	8,15	8,27	8,78	0,49	0,63

Source : BCEAO.

Cette tendance haussière des taux est imputable essentiellement à la progression des taux des concours octroyés à « l'Etat et organismes assimilés » (+1,17 point), aux « Entreprises privées du secteur productif » (+0,84 point), aux « Sociétés d'Etat et EPIC » (+0,61 point) et aux « Entreprises individuelles » (+0,40 point). Selon l'objet du crédit, les concours pour lesquels le durcissement des conditions débitrices est le plus notable sont ceux destinés à couvrir les besoins d'équipement (+1,06 point) et de trésorerie (+0,82 point).

Les résultats disponibles indiquent une mise en place de 425,1 milliards de FCFA de crédits autres que les découverts en comptes courants et les escomptes d'effets de commerce, au cours du mois de mars 2009. Ces nouveaux crédits sont en hausse de 121,9 milliards par rapport au niveau de 303,2 milliards enregistré en mars 2008. En pourcentage, ils ont progressé sur un an de 40,2% à fin mars 2009.



Les crédits alloués ont bénéficié principalement aux « Entreprises privées du secteur productif » (63,3%), aux « Entreprises individuelles » (19,6%) et aux « Particuliers » (10,4%). Ils ont servi, en grande partie, au financement des besoins de trésorerie pour 72,8%, d'équipement pour 8,6% et de consommation pour 7,1%.



3.4 – Evolution de la situation monétaire

Ralentissement de l'expansion de la masse monétaire en rythme annuel

L'expansion de la liquidité globale dans l'Union a ralenti en mars 2009, en rythme annuel, reflétant l'évolution de ses contreparties. En effet, la masse monétaire s'est accrue en mars 2009 de 9,1% en glissement annuel, pour s'établir à 9.262,8 milliards, contre une progression de 15,1% un an plus tôt.

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont établis à 4.652,4 milliards contre 4.443,7 milliards un an plus tôt, soit une augmentation de 4,7% imputable à la Banque Centrale dont les avoirs extérieurs nets ont augmenté de 6,2% pour ressortir à 4.612,4 milliards. Par contre, ceux des banques ont diminué de 60,0% pour se situer à 40,0 milliards.

L'encours du crédit intérieur s'est accru de 15,3% en se fixant à 6.301,0 milliards à fin mars 2009 contre 5.463,4 milliards un an auparavant. Cette situation résulte de la hausse de 165,7 milliards des crédits nets aux Etats et de 671,8 milliards des concours au secteur privé.

Les crédits à l'économie ont crû de 13,6% pour ressortir à 5.603,7 milliards, en progression de 671,8 milliards d'une année à l'autre, du fait de la hausse de 17,9% des crédits à moyen et long terme et de 11,0% des concours à court terme. La position nette des Gouvernements s'est fixée à 697,2 milliards contre 531,5 milliards en mars 2008.

Tableau 7 : Evolution des agrégats monétaires par pays (en milliards de francs CFA)

	mars 08	févr. 09	mars 09	Variation (en %)	
				Mensuelle	Annuelle
Bénin					
Avoirs extérieurs nets	625,6	634,0	665,2	4,9%	6,3%
Position nette du gouvernement	-280,8	-133,0	-134,5	1,1%	-52,1%
Crédit à l'économie	540,4	608,5	631,4	3,8%	16,8%
Masse monétaire	905,5	1 096,4	1 116,6	1,8%	23,3%
Burkina					
Avoirs extérieurs nets	383,3	381,1	407,2	6,8%	6,2%
Position nette du gouvernement	-91,8	-64,0	-64,9	1,4%	-29,3%
Crédit à l'économie	575,7	662,0	667,7	0,9%	16,0%
Masse monétaire	812,8	935,6	936,2	0,1%	15,2%
Côte d'Ivoire					
Avoirs extérieurs nets	1 006,7	1 044,0	1 017,8	-2,5%	1,1%
Position nette du gouvernement	455,1	406,2	405,8	-0,1%	-10,8%
Crédit à l'économie	1 471,4	1 688,3	1 639,0	-2,9%	11,4%
Masse monétaire	2 780,3	3 005,8	2 905,4	-3,3%	4,5%
Guinée-Bissau					
Avoirs extérieurs nets	47,7	57,3	53,4	-6,8%	11,9%
Position nette du gouvernement	15,7	10,4	9,9	-4,8%	-36,9%
Crédit à l'économie	16,6	20,1	19,4	-3,5%	16,9%
Masse monétaire	72,9	80,9	78,4	-3,1%	7,5%
Mali					
Avoirs extérieurs nets	526,8	431,7	476,9	10,5%	-9,5%
Position nette du gouvernement	-128,8	-144,4	-159,8	10,7%	24,1%
Crédit à l'économie	608,6	668,1	680,0	1,8%	11,7%
Masse monétaire	1 013,6	980,9	996,4	1,6%	-1,7%
Niger					
Avoirs extérieurs nets	186,8	264,3	253,3	-4,2%	35,6%
Position nette du gouvernement	-46,4	-102,1	-98,4	-3,6%	112,1%
Crédit à l'économie	213,0	285,2	293,4	2,9%	37,7%
Masse monétaire	342,8	415,0	413,9	-0,3%	20,7%
Sénégal					
Avoirs extérieurs nets	751,2	760,7	703,0	-7,6%	-6,4%
Position nette du gouvernement	71,8	53,7	130,1	142,3%	81,2%
Crédit à l'économie	1 254,2	1 437,6	1 413,7	-1,7%	12,7%
Masse monétaire	1 903,3	2 020,6	2 019,8	0,0%	6,1%
Togo					
Avoirs extérieurs nets	203,5	248,2	214,3	-13,7%	5,3%
Position nette du gouvernement	2,8	84,9	92,4	8,8%	3200,0%
Crédit à l'économie	251,9	248,3	259,2	4,4%	2,9%
Masse monétaire	476,1	549,0	539,2	-1,8%	13,3%
UMOA					
Avoirs extérieurs nets	4 443,7	4 631,2	4 652,4	0,5%	4,7%
Position nette du gouvernement	531,5	592,3	697,2	17,7%	31,2%
Crédit à l'économie	4 931,9	5 618,3	5 603,7	-0,3%	13,6%
Masse monétaire	8 487,3	9 350,4	9 262,8	-0,9%	9,1%

Source : BCEAO.

Hausse des volumes des transactions et des taux d'intérêt sur le marché monétaire

3.5 – Evolution des marchés de capitaux

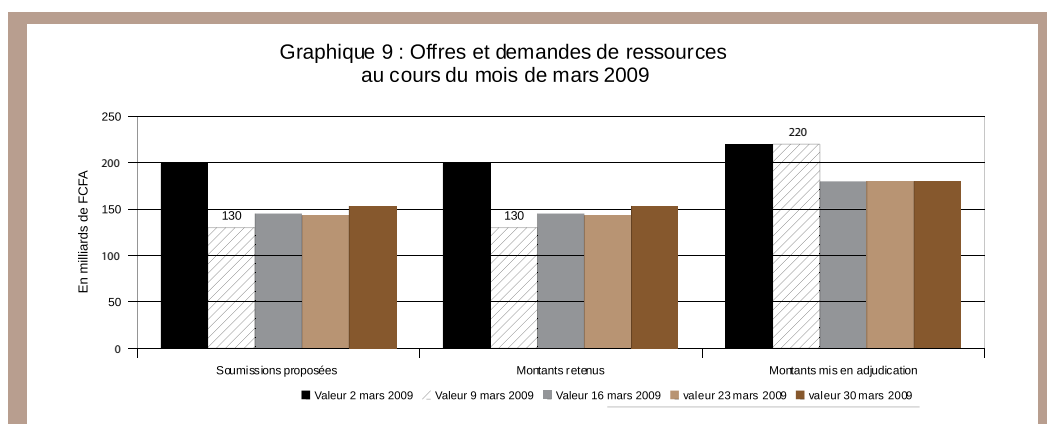
3.5.1 - Marché monétaire

La Banque Centrale a poursuivi, en mars 2009, ses opérations hebdomadaires d'injection de liquidités sur le marché monétaire. Elle a ensuite procédé à sa première opération d'appel d'offres à un mois.

Pour cette première opération, l'Institut d'émission a injecté un montant de 82,0 milliards pour une durée d'un mois à taux variables. Le taux marginal et le taux moyen pondéré sont ressortis respectivement à 3,7505% et 3,9363%.

Quant au montant mis en adjudication à une semaine, il a été ramené de 220,0 milliards en février 2009 à 180,0 milliards en mars 2009, contre 90,0 milliards en mars 2008. L'encours des avances sur le marché monétaire par appel d'offres s'est établi à 153,6 milliards à fin mars 2009 contre 186,1 milliards le mois précédent et 128,5 milliards un an auparavant.

Le graphique ci-dessous illustre l'évolution des offres et demandes de ressources au cours du mois de mars 2009.



Le taux marginal des adjudications de la BCEAO à une semaine observé en mars 2009 est ressorti à 3,7500% contre une plage de 2,7500% à 3,7500% en mars 2008.

Le taux moyen pondéré hebdomadaire sur l'open market a oscillé entre 3,8068% et 3,8844% contre une fourchette de 3,2495% et 4,0969% un an plus tôt. Le taux moyen mensuel pondéré⁵ des appels d'offre s'est établi à 3,8535% contre 3,9664% le mois précédent et 3,5728% à la même période de l'année dernière.

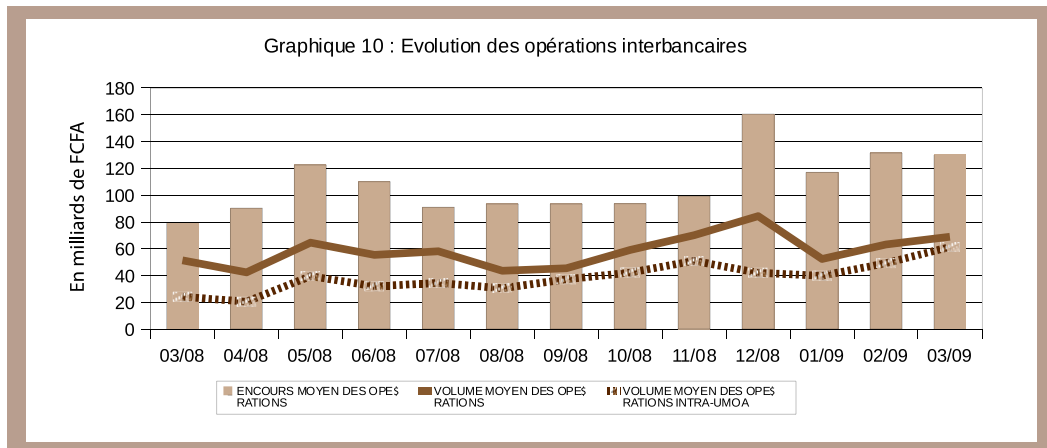
Les refinancements sur le guichet de la pension sont ressortis à 77,2 milliards en mars 2009, soit une hausse de 10,6 milliards par rapport à l'année précédente, nonobstant leur baisse de 87,8 milliards en rythme mensuel.

En mars 2009, le volume moyen hebdomadaire des opérations interbancaires a progressé, sur une base annuelle. En effet, il s'est situé à 68,9 milliards contre 51,2 milliards en mars 2008, soit une augmentation de 17,7 milliards. En variation mensuelle, il affiche une hausse de 6,6 milliards.

⁵ : Moyenne pondérée en nombre de jours du taux moyen pondéré.

L'encours moyen des prêts s'est également accru comparativement à la même période de l'année précédente. Il est passé de 79,0 milliards en mars 2008 à 130,0 milliards en mars 2009, soit une progression de 51,0 milliards, nonobstant leur relative stabilité en rythme mensuel.

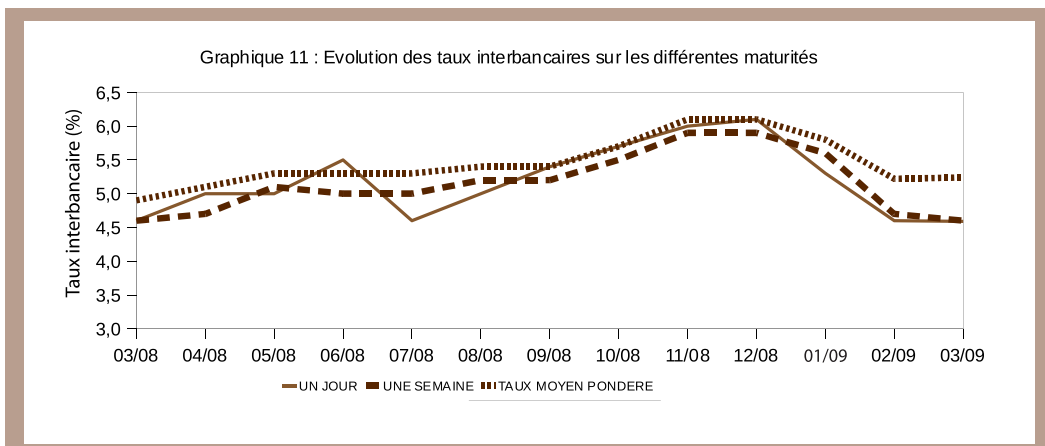
Le graphique ci-dessous illustre l'évolution des opérations sur les douze derniers mois.



Le taux moyen pondéré des opérations sur le marché interbancaire, toutes maturités confondues, est ressorti relativement stable au cours du mois de mars 2009. Il s'est établi à 5,24% contre 5,22% le mois précédent et 4,91% un an plus tôt.

Pour sa part, le taux moyen interbancaire à une semaine, durée correspondant à la maturité des opérations d'adjudication et au compartiment le plus actif du marché interbancaire, est ressorti à 4,71% contre 4,67% en février 2009, demeurant en dessous du taux de pension de la Banque Centrale.

Le graphique ci-dessous présente la tendance des taux interbancaires sur les douze derniers mois.



Au total, à fin mars 2009, les taux d'intérêt ont cru en rythme annuel dans tous les compartiments du marché monétaire de l'Union, tant sur le marché interbancaire qu'au niveau des guichets de la BCEAO. Les concours de la Banque Centrale aux banques et établissements financiers se sont accrus au cours de la période, du fait de la progression des encours sur le guichet de la pension. Les transactions sur le marché interbancaire ont également connu une augmentation.

Tableau 8 : Evolution des opérations du marché interbancaire par compartiment au titre du mois de mars 2009 (en millions de FCFA)

PERIODES	UN-JOUR		UNE SEMAINE		DEUX SEMAINES		UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS		NEUF MOIS		DOUZE MOIS		TOUTES MATURITES CONFONDUES		ENCOURS
	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant Total	dont intra-UMOA	
4 au 10 mars 2009	19 600	4,36%	28 800	4,79%	11 000	5,80%	7 600	5,91%	1 000	7,00%							68 000	66 000	130 422
11 au 17 mars 2009	18 601	4,74%	33 200	4,61%	9 401	6,73%	-		1 000	6,00%							62 202	54 402	126 873
18 au 24 mars 2009	16 500	4,75%	22 401	4,70%	13 000	5,92%	15 512	6,11%	2 000	6,50%							69 413	55 812	128 830
25 au 31 mars 2009	17 000	4,69%	30 701	4,75%	6 800	6,94%	11 400	6,73%	8 000	6,25%			2 000		7,00%		75 901	68 912	133 929
Moyenne	17 925	4,63%	28 776	4,71%	10 050	6,25%	8 628	6,27%	3 000	6,33%							68 879	61 282	130 014

Tableau 9 : Evolution en volume des prêts interbancaires par pays au titre du mois de mars 2009 (en millions de FCFA)

PERIODES	Bénin		Burkina		Côte d'Ivoire		Guinée Bissau		Mali		Niger		Sénégal		Togo		UMOA	
	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Total	dont intra-UMOA	Montant Total	dont intra-UMOA
4 au 10 mars 2009	8 000	8 000	14 500	14 500	7 700	7 000	1 000	1 000	-	-	-	-	21 000	20 000	15 800	15 500	68 000	66 000
11 au 17 mars 2009	12 500	12 500	9 400	3 900	200	-	-	1 000	-	-	-	-	20 602	19 502	18 500	18 500	62 202	54 402
18 au 24 mars 2009	13 000	12 000	7 000	7 000	7 601	6 000	-	9 000	9 000	-	-	-	25 012	16 012	5 800	5 800	69 413	55 812
25 au 31 mars 2009	11 900	11 900	14 500	12 000	12 201	12 012	-	13 000	13 000	-	-	-	17 300	14 500	5 500	5 500	75 901	68 912
Moyenne	11 350	11 100	11 350	9 350	6 926	6 253	250	5 750	5 500	875	-	-	20 979	17 504	11 400	11 325	68 879	61 282

Sur le marché des titres de créances négociables (TCN), le Trésor national du Mali a effectué en mars 2009, une émission à six (6) mois, valeur le 25 mars pour un montant de 21,1 milliards par adjudication à taux variables. De même, le Trésor national de la Côte d'Ivoire a effectué deux émissions au cours du mois de mars, dont une à un (1) mois, avec comme date de valeur le 3 mars pour un montant de 19,1 milliards par adjudication à taux fixe et une deuxième à vingt-huit (28) jours, dont la date de valeur est le 25 mars pour un montant de 19,7 milliards par adjudication à taux variables.

L'encours des TCN en vie est ressorti à 544,5 milliards à fin mars 2009.

3.5.2 - Marché financier

L'activité boursière a, au cours du mois de mars 2009, poursuivi sa tendance baissière.

Les indices BRVM₁₀ et BRVM composite sont ressortis en repli de 13,5% et de 11,1%, en s'établissant respectivement à 157,4 points et 149,1 points à fin mars 2009.

En glissement annuel, les indices BRVM₁₀ et BRVM composite affichent des baisses de 40,2% et de 35,6%, respectivement.

La capitalisation totale du marché s'est dépréciée de 11,1%, s'établissant à 2.791,0 milliards à fin mars 2009 contre 3.633,6 milliards un mois plus tôt. La capitalisation du marché des actions s'est située à 2.043,0 milliards contre 3.140,0 milliards à fin février 2009, soit une diminution de 13,5%. Celle du marché obligataire est ressortie à 487,0 milliards en mars 2009 contre 493,6 milliards en février 2009, en repli de 1,3%, d'un mois à l'autre.

La capitalisation globale s'est repliée dans tous les compartiments, en glissement annuel. En effet, elle a chuté de 43,6% en mars 2009 par rapport à mars 2008, dont 52,8% au niveau du marché des actions et 21,6% pour le marché obligataire.

Sur le marché des actions, les échanges ont porté sur 2.707.973 actions contre 4.752.167 actions un mois plus tôt, soit une diminution de 43,0%. L'essentiel des volumes transigés ressort des échanges dans le secteur « Finances », soit 98,1% de la transaction mensuelle du volume total du marché au cours du mois de mars 2009. La quasi-totalité des échanges a porté sur le titre ETI (Ecobank Transnational Incorporated Togo), avec 99,9% du volume sectoriel mensuel. En mars 2009, le volume des transactions sur le marché des actions a enregistré une progression de 315.200 titres par rapport à l'année précédente (soit 13,2%).

En mars 2009, les indices sectoriels ont connu une baisse dans tous les compartiments par rapport au mois précédent. En effet, d'un mois à l'autre, il est enregistré une diminution dans les secteurs « Finances » (-28,3%), « Agriculture » (-21,7%), « Industrie » (-4,6%), « Services Publics » (-2,5%), « Distribution » (-1,6%) et « Transport » (-0,2%). Quant à l'indice des « Autres secteurs », il a maintenu son niveau stable à 61,73 points d'un mois à l'autre.

S'agissant du compartiment obligataire, en mars 2009, le volume des transactions y est ressorti à 57.959 titres transigés pour une valeur totale de 578.896.736 FCFA, contre un volume de 360.012 titres transigés correspondant à une valeur totale de 3.541.000.000 FCFA en février 2009, enregistrant une forte baisse en volume, d'un mois à l'autre.

*Baisse des indices BRVM₁₀
et BRVM composite*



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int